Nom : RALISIMANANA

Prénom : Marie Nirina

Adresse : Antarandolo Fianarantsoa

Numéro : 034 71 337 01

Email : ralisimananamarienirina@gmail.com

 --------------------\*\*\*-------------------

**Thème : Les ressources au sein du Ministère de l’Environnement et du développement durable méritent d’être augmentées**

Madagascar est un mini-continent réunissant à lui seul un capital naturel remarquable qui le distingue des autres pays : des espèces faunistiques et floristiques à 80% endémique, des habitats terrestres et aquatiques exceptionnels, des ressources minières importantes et des potentiels reconnus en pétrole. Ce capital naturel représente l’essentiel de la richesse du pays.

Mais Madagascar est aussi riche d’une population de plus de 22 millions d’habitants, se répartissant en plusieurs communautés, d’origines historiques et géographiques différentes, lui conférant ainsi un capital humain d’une diversité de cultures, influençant d’une manière importante sa relation avec les ressources naturelles et avec la nature, en général. Cette population a priori peu élevée est inégalement répartie sur un territoire approchant les 590 000 km². Près de 80% des habitants se trouvent dans les zones rurales, le plus souvent à proximité des forêts et des terres cultivables. De ce fait, la démographie constitue un facteur important de pressions sur les ressources naturelles.

Outre sa biodiversité, la géologie de Madagascar l’a prédisposé à des richesses minières importantes, dont l’or, des pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que des minerais industriels (fer, bauxite, chrome, nickel/cobalt, ilménite, etc.). Le charbon et le grès bitumineux. Les potentiels gisements de pétrole sont également décelés.

 La politique pour l’environnement et pour le développent durable fait partie des priorités des Organisations dans le monde. A Madagascar, les responsables et ainsi que les peuples y participent. Tant de projets avec des multiples objectifs sont déposés et proposés par les acteurs au sein du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable (MEDD). Tout cela tient une place très visible dans le Programme général de l’Etat, surtout dans le programme IEM (Initiative pour l’Emergence de Madagascar), qui se démontre par la précision des objectifs à atteindre ainsi que la réorganisation des gestions pour atteindre les objectifs sur la protection de l’environnement et du développement durable.

 Nous n’allons pas nous focaliser sur les objectifs à atteindre et sur le plan d’action dans ce document, parce que ce sont des éléments préétablis grâce aux chercheurs Malagasy et à l’intervention des sociétés civiles.

 Ce que nous voudrions insister c’est sur le plan de la réalisation de ces objectifs durables. Nous allons voir en particulier celui du MEDD : en général, on estime que le plan et les organisations institutionnelles sont bien établis dans ce ministère, et cela se déroule bien et suit la loi N° 2015-003 portant la Charte de l’Environnement Malagasy actualisée sur les techniques et les lois en vigueurs au sein de l’Etat. Il faudrait bien remarquer l’existence des Services Techniques Décentralisés (STDs) qui se concentrent plus particulièrement sur l’Environnement et le Développement Durable.

En 2014, le budget pour le Ministère de l’environnement et des forêts s’est fusionné d’après la loi des finances pour 2014. Pourtant, si nous mettons un œil sur le budget 2020, on constate qui celui de l’environnement et du développement durable est un budget unique. Tout cela veut dire que le budget pour le MEDD tient une place très importante pour l’Etat ainsi que pour les futures générations.

Le budget du MEDD devrait se rajouter puisque les acteurs clés sur terrain ne peuvent rien faire tels que les STDs (Services Techniques Décentralisés). En effet, dans le contenu il n’y a aucun budget spécifique pour réaliser les 23 actions par le programme général de l’Etat mais c’est juste l’indemnité et la JIRAMA qui sont reçues par les acteurs.

Dans les zones reculées, le plus souvent, les acteurs ne sont pas au courant sur la vraie prise en main du MEDD mais seulement les bureaux que découvre le peuple, c’est tout simplement une marque qu’ils découvrent puisque le budget n’est pas suffisant même si les techniques sont bien établies.

Cependant, lorsque le budget est suffisant et les objectifs sont atteints, beaucoup de problèmes seraient résolus au sein d’autres ministères. Nous allons prendre quelques exemples : le Ministère de l’eau, de l’assainissement et de l’Hygiène de Madagascar reçoit des bénéfices sur l’augmentation du budget du MEDD, puisque si les plans et techniques sont atteints au sein du MEDD, il y a des bénéfices et une grande influence sur le domaine de “l’eau“, parce que lorsque l’environnement est bien protégé, alors le changement climatique est maitrisé, la pluie tombe à saison normale et la sécheresse disparait.

Sur le domaine de l’économie, la terre redevient fertile et produisant, parce que le climat est stable. Cela pousse les gens à produire, à élever des bétails, et cela entraine la stabilité du niveau de vie des peuples, ils peuvent manger ordinairement, ils peuvent payer leurs impôts et taxes et peuvent envoyer leurs enfants à l’école. Si tout cela est bien stable, l’insécurité disparait, les réfugiés diminuent, l’importation aussi diminue puisque nous savons bien gérer notre production et notre économie. Donc, le PIB connait une augmentation, Madagascar développe.

 En conclusion, le développement de tous les domaines à Madagascar dépend du budget, de la politique et des actions du MEDD, c’est nécessaire ‘augmenter ce budget de MEDD : “ Le ressources au sein du Ministère de l’Environnement et du Développement Durable méritent d’être augmentées“. Puisque d’ici quelques années, si l’environnement serait détruit, alors l’eau, le riz, les légumes pourraient être importés parce que la terre ne serait plus productive, la forêt serait ravagée et beaucoup de catastrophes naturelles vont arriver et nous n’allons plus maîtriser la gestion de tout cela et cela pourrait nous amener dans la pauvreté profonde. Alors, à l’instant présent qui est encore l’heure, il faudrait réviser et augmenter le budget du MEDD et bien superviser la coopération entre le MEDD et les sociétés civiles, ainsi sensibiliser les individus à être responsable. Il faudrait aussi mettre la décentralisation du pouvoir partout à Madagascar, gérer de manière égale depuis le “Fokontany“ puisque le développement et le changement vient de ces “Fokontany“. Et finalement, il ne faudrait plus admettre les zones spécifiques protégées mais c’est l’environnement dans toutes les régions de Madagascar qui devrait être protégé ainsi qu’il faudrait bien focaliser sur le développement durable dans chaque coin de toutes les régions de Madagascar.